

Feue la politique arabe de la France

PAR GHASSAN SALAME*

Sur la politique arabe de la France, les coups pleuvent. De partout. Certains, favorables à Israël, à l'Iran ou à quelques pays en délicatesse avec les Arabes, disent aujourd'hui que la politique dite « arabe » avait été carrément « pro-arabe », et qu'il faudrait donc à présent la « recentrer » au profit des voisins oubliés des Arabes, et éventuellement de leurs ennemis. D'autres notent que les bénéficiaires constants de cette « politique » avaient été l'Irak et l'OLP, deux parties qui se sont retrouvées du mauvais côté lors de la guerre du Koweït, et qu'il faudrait donc en tirer les conclusions. On a aussi reproché à la politique arabe d'avoir ignoré les droits des minorités au profit de l'imposante majorité d'arabophones sunnites, d'où les coups portés aujourd'hui à cette politique par les kurdophiles, chitophiles, berbérophones et autres « amis des chrétiens du Liban ». D'autres, plus épistémologiques que politiques, nient tout bonnement l'existence d'un « monde arabe » et voudraient donc que la France ait une politique tournée plus spécifiquement vers le Maghreb ou vers le Golfe, ou encore vers l'immense et hétérogène « monde islamique », le niveau médian de l'arabité devant donc être ignoré parce qu'inexistant. D'autres enfin, plus sensibles à la balance commerciale, avaient déjà constaté la contraction économique et le dessèchement des contrats dans la région et cherchaient à diversifier leurs horizons tropicaux, la guerre du Koweït, en laissant un Moyen-Orient bien plus appauvri, venant accélérer cette quête.

Dans une inspiration gaulliste, la politique arabe de la France pouvait être définie en ces termes :

a) le désengagement de la France coloniale et son remplacement par un Etat européen moderne, doté de l'arme nucléaire, prêt à prendre des options stratégiques propres, non obéré par des considérations post-impériales ;

b) le choix d'une politique certes ancrée en Occident mais sans être atlantiste à outrance, plaçant le « rang » de la France dans le monde au-dessus de toute autre considération ;

c) le constat que la défaite arabe de 1967 avait créé dans la Méditerranée orientale un déséquilibre stratégique profond défavorable non seulement aux Arabes mais aussi à l'Europe et à la sécurité internationale ; et, partant, la nécessité de rétablir l'équilibre, notamment à travers des livraisons d'armes ;

d) une dissociation nette entre nationalismes du tiers monde et pro-soviétisme, distinction que les Etats-Unis et leur allié israélien, mais aussi, pour d'autres raisons bien sûr, l'Union soviétique, n'avaient aucun intérêt à opérer.

e) le constat que l'influence française ne saurait être, sans danger, limitée au seul Maghreb (et accessoirement au Liban). Parler de « politique arabe », c'était signaler que Paris voulait être présent dans un Levant bien plus rentable en politique et bien plus prometteur en affaires, un Levant jusqu'ici disputé par les Britanniques, les Américains et les Soviétiques.

Cette politique-là n'est plus de mise ; la responsabilité de sa fin est imputable aux deux parties, l'arabe et la française. Du côté français, « la politique arabe de la France » a quelquefois été dévaluée au rang de simples déclarations servant à favoriser le commerce extérieur. Et il est apparu, tout à fait à tort d'ailleurs, que la France était amenée par la logique des choses à choisir entre son intégration dans l'Europe unifiée et sa politique arabe. Certains ont cherché à réduire la politique arabe à un appui à l'Irak en guerre avec l'Iran, parlant de « lobby arabe » là où il s'agissait en fait d'une cohorte pro-irakienne. Ceux-là mêmes veulent aujourd'hui que le désengagement français d'Irak aboutisse à un enterrement officiel de « la politique arabe ».

Du côté arabe, la politique arabe de Paris a été plutôt applaudie que comprise. Les « pays des peuples » (l'Egypte, la Syrie, l'Irak, l'Algérie) envers lesquels la France avait une affinité particulière (le Général écrivait — remarquez son choix très sélectif de capitales — : « *Tout nous commande de réparer au Caire, à Damas, à Amman, à*

Bagdad, à Khartoum. ») se sont querellés et ont choisi des options où la France, même si elle était restée gaullienne, n'aurait guère pu les suivre : qui à Camp David, qui au Liban, qui à Koweït et qui encore au Sahara. Les « pays des richesses » n'étaient, eux, guère équipés pour apprécier à sa juste mesure la contribution française aux affaires de la région, tout mesmésisés qu'ils étaient — et qu'ils demeurent — par la toute-puissance américaine. Dans sa liste de capitales à réinvestir, le Général les avait d'ailleurs oubliés.

Que l'on change d'orientation n'équivaut d'ailleurs pas à verser dans l'antigaullisme primaire. De Gaulle lui-même n'était pas aisément venu à la politique qui fut la sienne vers la fin de son mandat. Il n'avait guère pensé devoir critiquer l'expédition de Suez en 1956 ; avait péniblement cherché sa voie en matière algérienne ; n'avait pas assez tôt apprécié l'opportunité offerte par l'Egypte nassérienne, trop longtemps abordée à travers la double douleur de Suez et d'Algérie ; avait accepté de vendre cinquante Mirage à Israël (en 1966 !) pour renforcer une armée de l'air déjà largement équipée par la France. Et puis de Gaulle paraissait insensible aux vœux des peuples écrasés sous les projets des nations et la raison des Etats, en d'autres termes à l'urgence de la démocratisation en terre arabe. Ne multiplions pas les exemples : de Gaulle a été plus pragmatique qu'on ne le pense, plus disponible à l'ajustement — voire au remplacement — de sa politique qu'on ne l'a écrit.

Mais la discussion actuelle pêche par son oubli de l'essentiel, à savoir que les relations franco-arabes ne sauraient être abordées à travers ce seul prisme bilatéral.

« La politique arabe de la France » avait d'abord été un complément à la position particulière que la France gaulliste a adoptée face à la guerre froide et au conflit Est-Ouest. Dès le moment où la France ne voulait plus être prisonnière de ce clivage fondamental du système international, elle se devait de développer des relations privilégiées

avec toutes les forces qui en étaient également victimes de par le monde. La politique arabe de la France s'inscrivait naturellement dans cette réaffirmation des nationalismes autonomes face à deux blocs ultra-idéologues, activement prosélytes, qui prétendaient régir le monde et qui irritaient un Général plus sensible à la continuité des nations qu'à la valse des idéologies. Si une certaine politique arabe de la France paraît aujourd'hui dépassée, c'est donc d'abord dans cette transformation radicale du système international, plutôt que dans les tergiversations françaises ou les divisions arabes, qu'il faudrait en chercher la cause. Deux facteurs ont joué un rôle capital : l'effondrement de l'URSS d'abord, qui a détruit la bipolarité et placé la France et tous les autres « centristes » d'hier en porte à faux. La réunification de l'Allemagne ensuite, qui a fortement affecté l'équation jusqu'ici passablement égalitaire en Europe occidentale. Cette double évolution a eu pour effet principal de rapprocher Paris de Washington, une évolution, voire une identification, scellée à Koweït.

Ce repositionnement de la France portait le coup de grâce à une politique arabe déjà passablement effilochée. Car dès le moment où l'Est avait perdu la guerre froide, le centrisme nationaliste d'inspiration gaulliste devenait intraduisible en langage diplomatique. Et dès le moment où l'Europe s'étendait effectivement « de l'Oural à l'Atlantique », la France ne pouvait plus avoir pour politique un

vœu déjà exaucé, un objectif déjà atteint. La fin du conflit central opposant les nations du Nord, ne pouvait que renforcer la position occidentale face au Sud, et aux Arabes en particulier. La politique arabe de la France, il faut le dire, est la première victime d'un changement radical dans le rapport de forces entre les deux rives de la Méditerranée et d'un glissement plus ou moins conscient de « la menace » depuis les steppes sibériennes vers les déserts arabiques.

Passée par pertes et profits, l'ex-politique arabe ? Ce serait trop simple, en réalité irréaliste. Une fois la répudiation de cette politique conceptuellement achevée, Paris redécouvrira l'urgence d'avoir une politique arabe.

Car, qu'on le veuille ou non, l'identité arabe sort plutôt raffermie qu'affaiblie de la crise du Golfe. Non pas l'arabisme autoritaire, nationaliste, chauvin, caricature du bismarckisme, incarné par le parti Baas dans ses innombrables tendances ; ni le saddamisme, irréfléchi dans ses initiatives, impénitent dans ses retraites. Mais une arabité culturelle qui alimente les identifications des périphéries maghrébines, yéménites ou soudanaises avec les événements qui se déroulent sur les bords de l'Euphrate ou sur ceux du Jourdain. Il fallait que cet arabisme-là soit défait pour que cette arabité-ci renaisse. Au niveau des concepts, elle est encore un bricolage fait de pratiques modernes et d'une réconciliation avec le religieux. Elle se cherche encore un discours, des héros, des mythes refondateurs. Car il n'y a pas que la langue pour rapprocher les Arabes, sinon pour les unir. Il y a aussi la marginalité dans le monde qui les entoure ; et celle-là leur pèse comme jamais, et les fait réfléchir.

C'est pourquoi la France devra, comme la crise de Koweït l'a montré, cesser de rêver à un Maghreb qui aurait tourné son dos au Levant. Entre ces deux ailes du monde arabe, le rapprochement est sans doute inéluctable, dans les passions, les frustrations et peut-être, un jour, dans les programmes. Certains, à Paris s'en incommode, mais l'évolution paraît ignorer leurs souhaits, tant les flux transétatiques, d'hommes et surtout d'idées, vont en augmentant. Que cette césure Machrek-Maghreb ait été réelle, la France y aurait-elle eu intérêt ? Paris a-t-il besoin, pour pouvoir maintenir sa présence et sa langue au Maghreb, de se désengager d'un Levant où il s'est péniblement frayé un chemin en dépit de Londres dans la première moitié de ce siècle et, depuis, contre Moscou et Washington ?

Et puis le desserrement, en réalité la dislocation, des deux blocs est de nature à ramener la géographie au cœur de nos préoccupations de fin de siècle. Si les idéologies de guerre froide n'unissent plus les Etats à travers la planète, mettant La Havane à l'heure de Moscou et Séoul à celle de Washington, d'autres considérations réapparaissent, et la première est bien celle de la proximité géographique. La Méditerranée est en train de devenir le Rio Grande de l'Europe, traversée par des millions de travailleurs dans un sens et des millions de touristes dans l'autre. Une forêt de missiles s'est constituée dans les déserts d'Orient qui rappelle ce dernier à l'attention des stratèges. Et puis, plus que tout autre pays d'Europe, la France est le lieu de résidence et la nouvelle patrie de trois millions d'Arabes au moins et l'Islam est bien devenu la deuxième religion de France. Que ces nouveaux citoyens de la République respectent ses lois, rien de plus normal. Qu'ils conservent les sensibilités liées à leurs origines ne devrait, non plus, étonner personne.

C'est pourquoi, si une certaine politique arabe de la France est morte et enterrée sous les sables chauds de Koweït, cela ne durera pas. Le bilatéral interétatique n'y suffira pas, ni les considérations trop générales pour être politiquement efficaces sur l'*Islââm*. Qu'ils tirent ou non les nécessaires leçons du Koweït, les Arabes ne cesseront pas de se définir, au moins partiellement, en tant qu'Arabes, et il faudra bien faire avec.

* Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.